

Cote du document: EB 2015/116/R.41/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 9 d) i)
Date: 17 décembre 2015
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt et don à la
République argentine pour le Programme
d'appui à l'intégration des producteurs
familiaux du Nord de l'Argentine dans
l'économie (PROCANOR)

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Claus Reiner
Chargé de programme de pays
Division Amérique latine et Caraïbes
téléphone: +39 06 5459 2797
courriel: c.reiner@ifad.org

Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés
Responsable du
Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2092
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent seizième session
Rome, 16-17 décembre 2015

Pour: Approbation

Table des matières

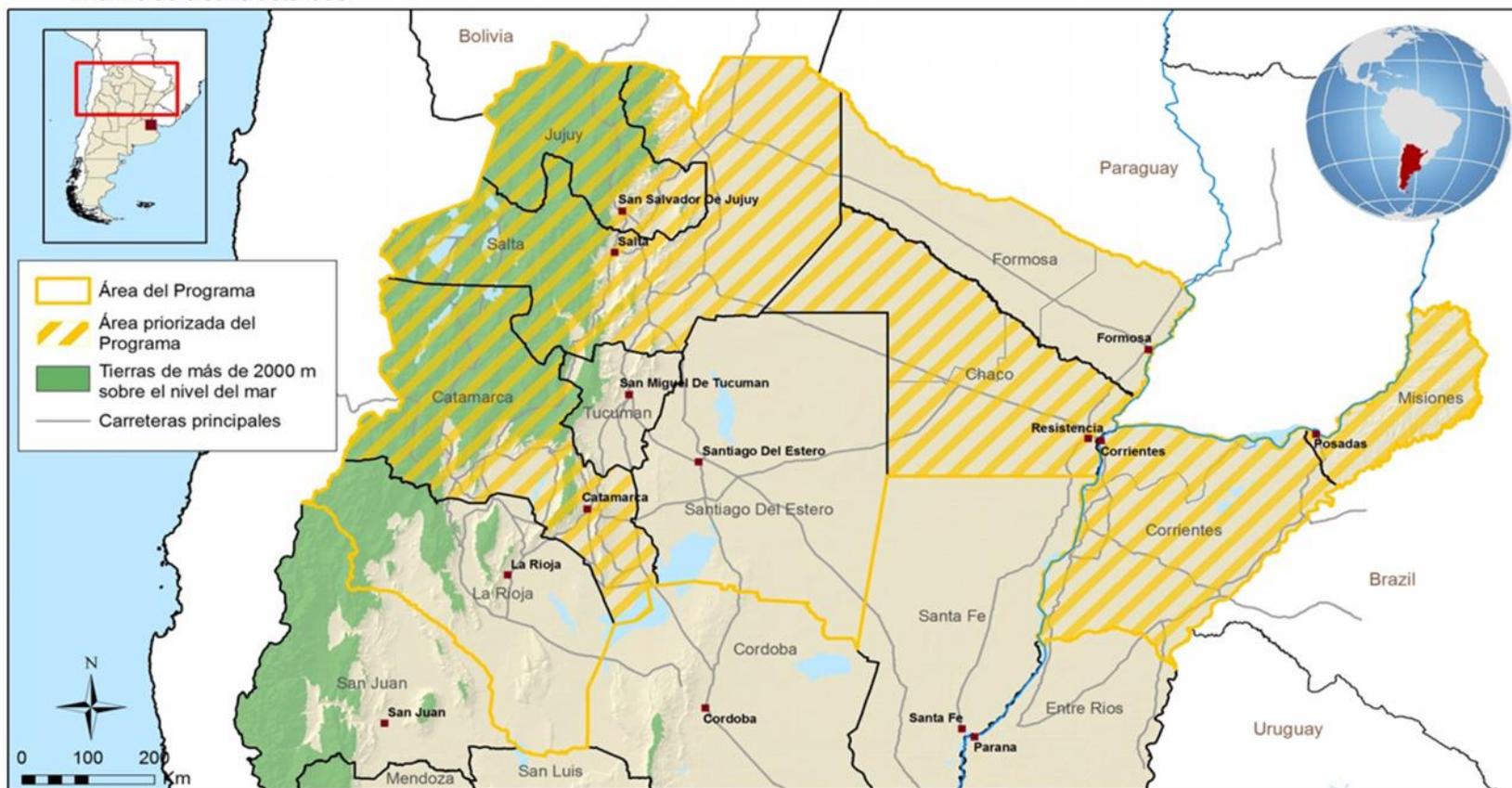
Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du programme	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	1
II. Description du programme	1
A. Zone d'intervention et groupe cible	1
B. Objectif de développement du programme	2
C. Composantes/résultats	2
III. Exécution du programme	3
A. Approche	3
B. Cadre organisationnel	3
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	4
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	4
E. Supervision	5
F. Dérogation aux conditions générales du FIDA applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA	5
IV. Coût, financement et avantages du programme	5
A. Coût du programme	5
B. Financement du programme	5
C. Résumé des avantages et analyse économique	6
D. Durabilité	6
E. Identification et atténuation des risques	6
V. Considérations d'ordre institutionnel	7
A. Respect des politiques du FIDA	7
B. Alignement et harmonisation	7
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	7
D. Participation à l'élaboration des politiques	7
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	7
VII. Recommandation	8
Appendices	
I. Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié – sera distribué lors de la session du Conseil d'administration en avril 2016)	
II. Logical framework (Cadre logique)	

Sigles et acronymes

PROCANOR	Programme d'appui à l'intégration des producteurs familiaux du Nord de l'Argentine dans l'économie
UCAR	Unité pour le changement rural

République argentine

Programme d'appui à l'intégration des producteurs familiaux du Nord de l'Argentine dans l'économie (PROCANOR)



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Source: FIDA. 11/05/2015

République argentine

Programme d'appui à l'intégration des producteurs familiaux du Nord de l'Argentine dans l'économie (PROCANOR)

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République argentine
Organisme d'exécution:	Unité pour le changement rural (UCAR)
Coût total du programme:	39,18 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	22,85 millions d'EUR (équivalant approximativement à 24,17 millions d'USD)
Montant du don du FIDA:	0,31 million d'EUR (équivalant approximativement à 0,33 million d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	ordinaires: délai de remboursement de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de 3 ans, à un taux d'intérêt annuel correspondant à 100% au taux de référence établi par le FIDA.
Contribution de l'emprunteur:	11,48 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	3,21 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt et don à la République argentine pour le Programme d'appui à l'intégration des producteurs familiaux du Nord de l'Argentine dans l'économie (PROCANOR), telle qu'elle figure au paragraphe 33.

Proposition de prêt et don à la République argentine pour le Programme d'appui à l'intégration des producteurs familiaux du Nord de l'Argentine dans l'économie (PROCANOR)

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. L'Argentine est l'une des économies les plus importantes d'Amérique latine et l'un des principaux producteurs mondiaux du secteur agricole, en particulier pour le soja, le maïs et le bœuf. En outre, le pays compte environ 251 000 fermes familiales, dont un grand nombre sont exploitées par des familles pauvres, la plupart vivant dans la partie septentrionale du pays. En 2010, les besoins fondamentaux de 18% de la population rurale et de 22% des ménages ruraux isolés n'étaient pas satisfaits. C'est dans les provinces du nord de l'Argentine que les taux de pauvreté sont les plus élevés.
2. Les familles d'agriculteurs, les communautés autochtones, les familles de travailleurs vivant en milieu rural et les familles nombreuses sans revenu fixe sont particulièrement pauvres. Le chômage des jeunes est un problème préoccupant dans les zones rurales, et l'exode rural des jeunes filles est fréquent.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

3. Le Gouvernement argentin cherche à réduire la pauvreté rurale grâce à la création de revenus reposant sur une production agricole durable. L'Unité pour le changement rural (UCAR) du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche a montré qu'elle était capable d'améliorer la performance du portefeuille du FIDA, dont la mise en œuvre, dans le cadre du programme de pays, constitue un élément déterminant de la politique publique de soutien à l'agriculture familiale. Des instituts techniques spécialisés coopèrent avec l'UCAR dans cette tâche.

II. Description du programme

A. Zone d'intervention et groupe cible

4. Le programme repose sur les priorités d'action des pouvoirs publics, les enseignements tirés du programme de pays du FIDA et les perspectives que recèle le pays en matière de réduction de la pauvreté rurale grâce à l'intégration de l'agriculture familiale dans les filières. Sa conception s'appuie sur les possibilités de partenariat entre entreprises agroalimentaires et commerciales et organisations paysannes. Il appuiera en priorité les filières dynamiques en voie de formation: i) quinoa; ii) pommes de terre et ocas (pommes de terre andine); iii) chia; iv) amarante; v) viande de lama; vi) laine de lama et de vigogne; vii) yacón (un tubercule); et viii) horticulture. Ces filières se caractérisent par les insuffisances des marchés et la participation plus importante des producteurs familiaux.

5. La zone du programme comprend les 10 provinces de la partie nord de l'Argentine: Catamarca, Chaco, Corrientes, Formosa, Jujuy, La Rioja, Misiones, Salta, Santiago del Estero et Tucumán, les activités étant concentrées dans les provinces de Catamarca, Chaco, Corrientes, Jujuy, Salta et Misiones.
6. Les bénéficiaires seront les producteurs, hommes et femmes (notamment les communautés autochtones) qui participent aux filières prioritaires et sont regroupés au sein d'organisations de producteurs. Le programme donnera la priorité aux organisations existantes et favorisera l'intégration des groupes de population vulnérables, en particulier les peuples autochtones, les femmes et les jeunes.

B. Objectif de développement du programme

7. L'objectif de développement du programme est d'améliorer l'intégration durable des petits producteurs dans les filières. Dans le cadre de ce programme d'une durée de cinq ans, le FIDA a pour ambition de venir en aide à 8 000 familles.

C. Composantes/résultats

8. Le programme comporte quatre composantes:
 - Composante 1: Développement de marchés accessibles à tous. Cette composante a pour objet de favoriser le développement de filières dynamiques en voie de formation, une attention particulière étant portée aux producteurs familiaux et aux entreprises au sein desquelles sont associés les organisations de petits producteurs et d'autres acteurs du secteur privé. Pour développer les débouchés de commercialisation, cette composante apportera son concours à la promotion des marchés, à la création de marques et à la certification de l'origine. Elle servira aussi à favoriser les achats publics et la création d'infrastructures de marché. En outre, elle favorisera le renforcement des ressources humaines en finançant des bourses scolaires pour les filles et les fils des producteurs familiaux, des formations en matière de gestion d'entreprises, de constitution de réseaux d'entreprises et de partenariats stratégiques, et des formations spécifiques à l'intention du personnel des administrations et des organisations de producteurs.

De surcroît, le programme financera la mise au point de technologies destinées aux petits producteurs, notamment dans le cadre d'activités de recherche adaptative, de la conception de prototypes, de l'installation de laboratoires et de la mise en place de systèmes semenciers pour le quinoa et d'autres cultures andines.

Dans le cadre de cette composante et afin de développer les marchés de services financiers, une étude des marchés financiers ruraux sera effectuée, des ateliers seront organisés au niveau des provinces et des ressources seront attribuées afin de prendre en charge les demandes de crédits formels des organisations de producteurs. Elle apportera également son concours à la réalisation d'une étude et d'une initiative pilote portant sur l'assurance des petits producteurs.

Dans le cadre de la concertation portant sur les politiques publiques en matière de filières, il est prévu de mener des études sur les filières prioritaires et de soutenir les forums régionaux mis en place au niveau des groupements, qui seront chargés de faciliter les interactions entre acteurs des filières au niveau régional.

- Composante 2: Renforcement organisationnel. Pour améliorer le fonctionnement des filières, le programme soutiendra les organisations participantes de la façon suivante:
 - a) Durant la phase préalable à l'investissement, il appuiera la préparation de diagnostics participatifs rapides, le renforcement institutionnel intervenant avant la formulation des plans d'activité, et la mise en place de réseaux d'entreprises.
 - b) Durant la phase d'investissement, il financera la mise en œuvre des plans d'activité approuvés en prenant notamment en charge les actifs matériels, la formation et l'assistance technique, ainsi que la certification biologique et commerce équitable. Dans le secteur des services de finance rurale, il élargira l'accès à des fonds de roulement grâce à des fonds de garantie facilitant l'obtention de prêts auprès d'établissements financiers, mais aussi à des fonds renouvelables permettant d'accorder directement des prêts. Les activités relatives à l'aménagement du territoire et à la régularisation des droits fonciers comprendront l'élaboration participative de cartes pour représenter le foncier local et résoudre les problèmes fonciers.
- Composante 3: Développement de la production. Cette composante permettra de renforcer les capacités de production des familles de producteurs dans le cadre des organisations participantes en finançant des investissements dans les moyens de production des exploitations, une assistance technique, des activités de formation et des fermes-écoles dans lesquelles des groupes de producteurs encadrés par des techniciens procèdent à des essais.
- Composante 4: Gestion et administration. Cette composante comprend la gestion du programme, assurée par l'UCAR et les unités de gestion provinciales. Des dispositifs de planification, de suivi-évaluation et de gestion des savoirs efficaces seront utilisés.

III. Exécution du programme

A. Approche

9. La stratégie opérationnelle du programme reposera sur les éléments suivants:
 - i) constitution de groupements au sein des filières en voie de formation; et ii) plans d'activité servant de principaux instruments d'investissement, d'assistance technique et de formation à l'intention des organisations de producteurs.

B. Cadre organisationnel

10. L'UCAR, qui sera responsable de la mise en œuvre du programme, exécutera directement la plupart des activités relevant de la composante 1 (notamment celles qui visent à remédier aux dysfonctionnements du marché) et de la composante 4. Les administrations provinciales seront responsables de la mise en œuvre des composantes 2 et 3, déléguée à des unités provinciales de gestion et exécutée sur la base des accords de financement conclus avec le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. Si nécessaire, l'UCAR pourra mettre en œuvre certaines activités relevant des composantes 2 et 3. Les organisations bénéficiaires seront chargées d'élaborer et d'exécuter les plans d'activité dans le cadre de processus participatifs.
11. Les bénéficiaires auront amplement la possibilité de participer au programme. Dans le cadre de la planification, les organisations de producteurs participeront aux forums mis en place au niveau des groupements afin de déterminer les besoins spécifiques, de définir les priorités et d'échanger des idées sur les politiques ayant trait aux filières. Elles seront responsables de la planification et de la mise en œuvre des plans d'activité, y compris en ce qui concerne la passation des marchés.

Enfin, elles assureront le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de leurs plans d'activité, et les données qu'elles fourniront alimenteront le dispositif du programme.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

12. La planification sera fonction des buts et objectifs définis. L'opération annuelle de planification du programme permettra de disposer de la souplesse nécessaire à la mise en œuvre, en coordination avec les autorités provinciales. Au niveau des groupements, des plans d'amélioration seront élaborés avec la participation des autorités provinciales, des petits producteurs, des entreprises privées et des institutions publiques.
13. En ce qui concerne le dispositif de gestion des données et des savoirs, l'UCAR appliquera des méthodes de gestion axée sur les résultats faisant appel à une matrice des organisations pour gérer le développement des groupements et l'élaboration des plans d'activité. Ce dispositif sera intégré au mécanisme de gestion actuel de l'UCAR, qui permet de suivre concrètement le déroulement des activités à partir des données saisies au niveau des provinces. Une feuille de suivi facilitera l'analyse des informations indispensables à la mesure des résultats. S'agissant de l'évaluation de l'impact obtenu, les agents chargés de la mise en œuvre des activités recueilleront les informations auprès des ménages bénéficiaires à l'aide d'un questionnaire familial reprenant les éléments de l'enquête du Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) du FIDA. Le suivi des organisations de producteurs participantes permettra de cerner les progrès accomplis sur le plan institutionnel. Des études thématiques seront réalisées pour analyser le déroulement de la mise en œuvre du programme.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

14. Gestion financière. Le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, agissant par l'intermédiaire de l'UCAR, sera responsable de la gestion financière de l'ensemble des ressources du projet, notamment les mouvements de fonds, les décaissements, les contrôles internes, la comptabilité, l'information financière et les audits. Pour les besoins de la mise en œuvre du programme, l'UCAR utilisera le système comptable dont elle est dotée, qui a l'agrément du FIDA. Les ressources destinées à la prise en charge des coûts de démarrage pourront servir à financer les dépenses initiales du programme.
15. Flux de fonds. Le produit du prêt et du don accordés par le FIDA sera versé sur deux comptes désignés libellés en euros. Les fonds seront transférés de chacun de ces comptes désignés au compte opérationnel correspondant, libellé en pesos argentins, ces deux comptes opérationnels étant gérés par l'UCAR. Les unités d'exécution mises en place dans chaque province ouvriront un compte libellé en pesos argentins.
16. Passation des marchés. L'UCAR, les unités chargées de la gestion à l'échelle des provinces et les organisations de producteurs se chargeront d'exécuter les plans de passation des marchés qui auront été arrêtés. Les organisations de producteurs seront chargées de la passation des marchés de travaux, biens et services dans le cadre des plans d'activité et devront rendre compte des dépenses afférentes, avec l'appui des unités provinciales.
17. Audit. Les états financiers consolidés du programme seront contrôlés chaque année par le vérificateur général des comptes du pays, conformément aux Directives du FIDA relatives à l'audit des projets. Tous les comptes du programme seront vérifiés, y compris en ce qui concerne les sources de financement. Les travaux d'audit comprendront des visites aux organisations de producteurs. Un rapport d'audit annuel sera soumis au FIDA dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice budgétaire.

E. Supervision

18. Le programme sera supervisé directement par le FIDA conformément à la méthodologie arrêtée d'un commun accord par le FIDA et l'UCAR. Les tâches de supervision initiales comprennent un appui visant à accélérer le démarrage du programme et la mise en place des systèmes de comptabilité, de planification et de suivi-évaluation.

F. Dérogation aux conditions générales du FIDA applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

19. En ce qui concerne le financement rétroactif, les dépenses afférentes aux groupements intervenant dans les filières prioritaires pourront être prises en charge dans la limite de 500 000 USD pour les activités débutant à compter de la date des négociations. À des fins de constatation, l'emprunteur devra présenter ces dépenses au FIDA pour en demander le remboursement une fois que l'accord de financement sera entré en vigueur et que les conditions de décaissement seront réunies.

IV. Coût, financement et avantages du programme

A. Coût du programme

20. Le coût total pour les cinq années d'exécution, y compris les provisions pour imprévus, s'élèvera à 39,2 millions d'USD, répartis comme suit: 7,7 millions d'USD pour la composante relative au développement de marchés accessibles à tous; 18,7 millions d'USD pour le renforcement organisationnel; 8,4 millions d'USD pour le développement de la production; et 4,4 millions d'USD pour la gestion et l'administration du programme. Les frais de gestion représentent 11% du coût du programme. Les coûts incluent une provision pour aléas financiers de 8% afin de se prémunir en cas de hausse des prix des biens et services et des frais de fonctionnement, ainsi qu'une provision de 0,3% pour les aléas d'exécution concernant les biens et services.

B. Financement du programme

21. Le programme sera financé par: i) le gouvernement, dont la contribution de 11,5 millions d'USD servira à cofinancer l'appui aux plans d'activités des organisations de producteurs, les dépenses de fonctionnement et les salaires du personnel; ii) le FIDA, qui accordera un prêt de 24,2 millions d'USD et un don de 330 000 USD destiné à prendre en charge les activités de recherche et de gestion des savoirs; et iii) les bénéficiaires, dont la contribution en nature de 3,2 millions d'USD servira à financer en partie les plans d'activité. La répartition des coûts du programme par composante et par catégorie de dépenses est présentée dans les tableaux 1 et 2 ci-après.

Tableau 1

Coût du programme par composante et par source de financement

(en milliers de dollars des États-Unis)

	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Gouvernement		Bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Développement de marchés accessibles à tous	5 984	78	188	2	1 531	20	-	-	7 704	20
2. Renforcement organisationnel	11 586	62	-	-	4 720	25	2 364	13	18 670	48
3. Développement de la production	6 136	73	-	-	1 393	17	844	10	8 373	21
4. Gestion et administration	460	10	140	3	3 835	87	-	-	4 434	11
Coût total du programme	24 166	62	328	1	11 479	29	3 208	8	39 181	100

Tableau 2

Coût du programme par catégorie de dépenses et par source de financement

(en milliers de dollars des États-Unis)

	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Gouvernement		Bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Dons (dotation des organisations de producteurs)	16 616	65	-	-	5 837	23	3 208	3	25 661	66
2. Biens, services et intrants	3 512	90	-	-	396	10	-	-	3 908	10
3. Consultants (assistance technique)	1 828	65	328	12	636	23	-	-	2 792	7
4. Formation	1 444	100	-	-	-	-	-	-	1 444	4
5. Crédits et fonds de garantie	765	100	-	-	-	-	-	-	765	2
6. Salaires et indemnités	-	-	-	-	3 742	100	-	-	3 742	10
7. Dépenses de fonctionnement	-	-	-	-	869	100	-	-	869	2
Coût total du programme	24 166	62	328	1	11 479	29	3 208	8	39 181	100

C. Résumé des avantages et analyse économique

22. Le programme concernera quelque 8 000 familles rurales (environ 37 700 personnes), dont 7 100 familles de petits producteurs, et permettra de créer 900 emplois agricoles et extra-agricoles. Les petits producteurs, regroupés au sein d'environ 119 organisations de producteurs, dont 24 communautés autochtones, généreront les avantages escomptés du programme.
23. Selon l'évaluation financière et économique, les activités du programme sont viables, aussi bien au niveau des exploitations comme à l'échelle du programme. Le taux de rentabilité interne du programme est de 24,3%, et la valeur actuelle nette de 364 millions de pesos argentins.

D. Durabilité

24. Les éléments suivants permettront d'assurer la durabilité du programme: i) le choix de filières dynamiques pour lesquelles il existe une demande solide de marché et dans lesquelles les producteurs participants ont de l'expérience; ii) l'appui qui sera apporté aux organisations bénéficiaires qui assureront la pérennité une fois le programme achevé; iii) les activités de recherche adaptative qui feront partie intégrante de la composante 1; iv) les mesures concernant l'environnement, l'adaptation au changement climatique, la sécurité foncière et la certification commerciale qui feront partie intégrante des plans d'activité; et v) le soutien apporté à la mise en place de services de finance rurale durable.

E. Identification et atténuation des risques

25. Les répercussions négatives potentielles et les risques de ne pas atteindre les objectifs du programme sont limités. Au nombre des principaux risques figurent: i) les risques politiques et institutionnels, qui sont faibles compte tenu de la stabilité du cadre de réduction de la pauvreté dans le Nord de l'Argentine et des antécédents de l'UCAR dans la mise en œuvre de programmes de réduction de la pauvreté; ii) d'éventuels retards dans l'intégration des provinces participantes dans

le programme, ce risque étant atténué du fait de leur identification précoce et de leur participation à la conception du programme; iii) les réticences éventuelles des entreprises privées à se joindre au programme, qu'une communication transparente et l'invitation à participer aux groupements permettront d'atténuer; iv) les risques liés au marché, qui sont faibles en raison du dynamisme des filières sélectionnées et de l'atténuation des difficultés d'approvisionnement et de commercialisation; et v) les risques technologiques et climatiques, qui seront atténués par le recours à des programmes de semences locales, le développement technologique, les activités de recherche adaptative et le soutien à l'intégration dans les plans d'activité d'infrastructures capables de résister aux aléas climatiques.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

26. L'approche retenue pour ce programme et les modalités d'exécution sont pleinement cohérentes avec les stratégies et les politiques du FIDA. Plus précisément, elles permettent de respecter les règles fiduciaires du FIDA, et elles sont conformes au Cadre stratégique pour 2011-2015 et aux politiques du FIDA concernant la finance rurale, les peuples autochtones, la gestion des ressources naturelles et de l'environnement, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, et le ciblage.

B. Alignement et harmonisation

27. Le programme est conforme aux objectifs du gouvernement et au Plan stratégique pour l'agroalimentaire et l'agro-industrie (PEA2). Il est également conforme aux recommandations issues de l'évaluation du programme de pays réalisée en 2010 par le FIDA, puisqu'il vise à mettre en place une approche-programme, à développer les services financiers proposés aux petits producteurs et à recourir aux dons pour améliorer la gestion des savoirs.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

28. Le programme comporte les innovations suivantes: i) il se concentre sur des filières dynamiques; ii) il réunit des petits producteurs, des institutions publiques et des entreprises privées au sein de groupements chargés de planifier le développement des filières; iii) les plans d'activité intègrent la recherche adaptative; iv) il met en place des activités de soutien sectoriel telles que les programmes de semences et le développement de la technologie pour améliorer les procédés de production et de commercialisation; et v) il ouvre l'accès à un large éventail de services de finance rurale.

D. Participation à l'élaboration des politiques

29. Le programme appuiera l'élaboration de politiques publiques de soutien à l'agriculture familiale en Argentine et au-delà, puisqu'il permettra de dégager et de faire connaître des éléments probants concernant les nouvelles démarches qu'il applique. Les meilleures pratiques seront diffusées en coordination avec le programme régional du FIDA pour le Marché commun du Sud (MERCOSUR), qui s'emploie à renforcer les politiques favorables aux populations pauvres de la région.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

30. Un accord de financement entre la République argentine et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié ne sera pas distribuée lors de la session. Le Conseil est invité à approuver la proposition de programme sous réserve que les négociations de l'accord de financement soient conclues avant la période de la session du Conseil d'administration en avril 2016. Une copie de l'accord de financement négocié sera distribuée lors de la session du Conseil d'administration en avril 2016, et il sera également fait part de toute modification importante apportée aux conditions présentées.

31. La République d'argentine est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
32. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en appendice I.

VII. Recommandation

33. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République argentine un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à vingt-deux millions huit cent cinquante mille euros (22 850 000 EUR), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République argentine un don d'un montant équivalant à trois cent dix mille euros (310 000 EUR), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated Financing Agreement

(sera distribué lors de la session du Conseil d'administration en avril 2016)

Logical framework

Jerarquía de objetivos	Indicadores claves y metas al final del Programa	Métodos de verificación	Supuestos y riesgos
FIN Contribuir a la reducción sostenible de la pobreza rural del Norte Grande	<ul style="list-style-type: none"> • 6.400 (80% de 8.000) hogares rurales han incrementado sus activos • 5.600 (70% de 8.000) hogares rurales participantes en las cadenas de valor incrementan sus ingresos en al menos 30% respecto de la línea de base 	Evaluación del proyecto basada en línea de base y de terminación (incluyendo encuesta RIMS)	Estabilidad económica Continuo enfoque en la AF en la política nacional
OBJETIVO DE DESARROLLO Mayor inserción de pequeños productores en cadenas de valor en condiciones beneficiosas y sostenibles	<ul style="list-style-type: none"> • 900 nuevos puestos de trabajo generados dentro y fuera de la finca (transitorios o permanentes), de los cuales por lo menos el 30% incorpora jóvenes de ambos sexos y el 40% mujeres (RIMS 2.5.1) • Calificación 5/6 para: Sostenibilidad de los grupos de comercialización formados (RIMS 2.4.4) <ul style="list-style-type: none"> - 95 organizaciones de productores (OPs) que participan en las cadenas continúan trabajando juntas después del 3er año de ejecución - 70 OPs adquieren un nivel de autosuficiencia financiera después del 3er año de ejecución • 4.970 hogares de productores, que participan en las cadenas priorizadas, aumentan el volumen físico de ventas en 20% en las diferentes cadenas que participan Alcance: <ul style="list-style-type: none"> • 119 OPs llevan a cabo un PN, de las cuales 23 pertenecen a pueblos originarios (RIMS 1.8.3) • 37.600 personas (8.000 hogares) reciben servicios del Programa, de las cuales 11.280 (el 30%) son mujeres (RIMS 1.8.1) 	Estudios Cadena de valor Estadísticas nacionales y provinciales (censo agrícola, registro de la agricultura familiar,...)	Evolución positiva de los precios y cadenas siguen dinámicas Firma tempestiva de los convenios de ejecución con Gobiernos Provinciales
Componente 1. Desarrollo de Mercados Incluyentes			
Efecto 1.1: Limitaciones en cadenas de valor priorizadas por el programa reducidas	<ul style="list-style-type: none"> • Calificación 5/6 Eficacia: Productores que se benefician de un acceso a los mercados mejorado (RIMS 2.4.1) <ul style="list-style-type: none"> - 2.000 familias se benefician de un mejor acceso al mercado a través de: compras públicas, alianzas estratégicas, ferias, etc. • 400 familias que bajan sus riesgos ambientales a través de programas piloto de seguros (equivalente a RIMS 2.6.4) 	Estadísticas nacionales y provinciales (censo agrícola, registro de la agricultura familiar,...)	Evolución positiva de los precios y cadenas siguen dinámicas
Producto 1.1: Mercados de productos, tecnologías apropiadas a los pequeños productores, mercados financieros y recursos humanos fortalecidos	<ul style="list-style-type: none"> • 95 OPs participan en ferias de promoción (nacionales o regionales) con productos de cadenas priorizadas • 6 inversiones en instalaciones y locales de comercialización (ferias) de la Agricultura Familiar (RIMS 1.4.3) • 6 programas piloto de compras públicas funcionando • 200 jóvenes completan tecnicaturas y cursos cortos sobre temas relevantes para las cadenas de valor priorizadas, de los cuales 50% son mujeres (RIMS 1.5.2) • 10 equipamientos tecnológicos instalados (6 prototipos y 4 laboratorios), adaptados a las necesidades de productores familiares • 6 proyectos de investigación adaptativa (de 3 años de duración por cadena de valor) implementados • 1 estudio realizado sobre mercados financieros rurales (incluye diagnóstico de seguros) • 1 programa piloto de seguros contra riesgo climático para las cadenas de valor priorizadas implementado 	- Sistema de S&E del Programa	Firma de los convenios de ejecución con los Gobiernos Provinciales en tiempos adecuados

2

Jerarquía de objetivos	Indicadores claves y metas al final del Programa	Métodos de verificación	Supuestos y riesgos
Efecto 1.2: Desarrollo participativo de las cadenas de valor	<ul style="list-style-type: none"> • 50 OPs participan regularmente en mesas de diálogo (foros) sobre políticas orientadas a cadenas de valor • 10 Planes de Mejora Competitiva (PMC) desarrollados en forma participativa 	Sistema de S&E del Programa	Se ofrece espacio de decisión a los foros de las cadenas de valor priorizadas.
Producto 1.2: Creación de capacidades para el desarrollo participativo de las cadenas de valor	<ul style="list-style-type: none"> • 6 estudios realizados sobre cadenas de valor priorizadas • 24 técnicos (personal de la UCAR de las UEPs y coordinadores locales de clústeres) capacitados en la estrategia operativa de clústeres (RIMS 1.6.1) 		
Componente 2: Fortalecimiento de las organizaciones			
Efecto 2.1: Organizaciones fortalecidas y con capacidad productiva, logística y comercial	<ul style="list-style-type: none"> • Calificación 5/6: Probabilidad de Sostenibilidad de las Empresas (RIMS 2.5.2) <ul style="list-style-type: none"> - 95 OPs fortalecidas en términos organizacionales, de gestión y de servicios funcionan después del 3er año de financiamiento • Calificación 5/6: Probabilidad de Sostenibilidad de los Grupos de Ahorro y Crédito formados o reforzados (RIMS 2.3.1) <ul style="list-style-type: none"> - 42 OPs (80% de 52) que administraron Fondos Rotatorios, mantienen su capitalización a valor producto al 3er año de financiado el proyecto • 106 OPs (90% de las 119 previstas) mantienen una cartera de crédito a sus socios con una mora por debajo del 5% a 30 días (RIMS 2.3.3) • 10 empresas mixtas creadas (capital de riesgo) 	Evaluación del proyecto basada en línea de base y de terminación (incluyendo RIMS) Sistema de S&E del Programa	Mapeo correcto y diagnóstico correcto de cada situación organizacional. Metodologías participativas adecuadas y aplicadas que aseguren participación de las OPs y de sus socios.
Producto 2.1: Planes de negocios funcionando	<ul style="list-style-type: none"> • 135 OPs cuentan con un Diagnóstico Rápido Participativo (DRP) • 119 OPs llevan a cabo un plan de negocios (PN) (RIMS 1.4.6) • 8.000 personas (7.100 productores de la AF y 900 trabajadores asalariados) perteneciendo a las OPs desarrollan actividades comerciales (RIMS 1.4.5) • 52 fondos rotatorios gestionados eficientemente por igual número de OPs • 45 OPs acceden a capital de trabajo por medio de instituciones financieras • 30 OPs reciben asesoramiento en materia de situación dominial 		
Componente 3. Desarrollo Productivo			
Efecto 3: Productividad, calidad y volúmenes de producción de las OPs sostenibles	<ul style="list-style-type: none"> • Calificación 5/6 para: Producción agrícola y ganadera mejorada (RIMS 2.2.2) <ul style="list-style-type: none"> - 2.120 hogares rurales aumentan en un 20% el volumen de producción 	Evaluación del proyecto basada en línea de base y de terminación (incluyendo RIMS) Revisión de medio termino Sistema de S&E del Programa	Los procesos de transferencia y adaptación tecnológicas son apropiados a los pequeños productores.
Producto 3: Inversiones productivas funcionando y asistencia técnica provista	<ul style="list-style-type: none"> • 2.120 productores y productoras reciben activos productivos intraprediales • 7.100 productores capacitados en producción agrícola o ganadera (RIMS 1.2.2 y 1.2.3) 		